



Podcast – Belfius Insights

Version écrite du Podcast - 24-04-2020

[Écoutez sur Spotify](#)

[Écoutez via Apple iTunes et laissez-nous une évaluation](#)

Evolutions et prévisions macro-économiques

- Catherine Danse débriefe les décisions du sommet européen concernant la crise du Covid-19 et commente la chute du prix du pétrole
- Philippe Evrard se penche sur la question: «Le marché ne s'est-il pas trop vite emballé?»

Bonjour mesdames et messieurs. Voici Belfius Insights, le podcast qui vous informe sur la situation macro-économique et sur vos options d'investissement. Aujourd'hui, nous aborderons l'économie mondiale en fonction de 3 thèmes:

- ➔ le crash du prix du pétrole
- ➔ le sommet européen de cette semaine
- ➔ nos perspectives/convictions

Pour terminer, Jan Vergote de l'Investment Strategy reviendra plus en détail sur les opportunités d'investissement.

Cette semaine a été essentiellement marquée par les mouvements spectaculaires du prix du pétrole. Au point que, lundi, les contrats à terme sur le pétrole West Texas Intermediate sont même tombés profondément dans le négatif. Poussant les négociants en pétrole à accepter de payer près de 40 \$ pour se débarrasser de leurs barils de pétrole. Pourquoi? Afin d'éviter que les gisements de pétrole ne soient fermés, ce qui pourrait les endommager. Plus personne ne souhaite en effet en acheter.

Les causes de cette évolution des prix ne sont pas difficiles à trouver. La demande de pétrole dans le monde s'est effondrée de 30%. Dans le même temps, l'Arabie saoudite et la Russie ont inondé le marché alors qu'elles menaient une guerre des prix. S'ils ont promis de diminuer les pompages, les marchés, quant à eux, ne sont pas impressionnés par ces promesses. De leur côté, les Américains, qui sont les plus grands producteurs de pétrole au monde, continuent d'extraire

du pétrole tandis que leur économie se retrouve stoppée par le Covid-19. Certains de leurs contrats restent d'ailleurs toujours négatifs. Ce qui pèsera lourdement sur le secteur américain du pétrole et des pipelines et les spéculations sur une vague de faillites se multiplient.

Parallèlement, les indices directeurs se sont quelque peu redressés. Notamment lorsque Donald Trump a menacé de viser et de détruire les navires iraniens qui intimideraient à nouveau les navires américains. Ce qui a permis au principal indice américain de dépasser à nouveau les 20 \$, même si ça n'a pas duré longtemps.

En Europe, le contrat à terme sur le pétrole Brent est particulièrement indicatif. Il s'élève désormais à environ 21 \$ le baril. Ce qui reste très bon marché. Une bonne nouvelle donc pour le consommateur, qui voit son pouvoir d'achat augmenter. Surtout pour les personnes qui voient leurs revenus diminués à cause du chômage technique.

Le sommet européen de cette semaine et dirigé par le président du Conseil Charles Michel, s'est quant à lui montré décevant. Il n'est pas parvenu à mettre ses chefs d'État et de gouvernement sur une même ligne afin de lancer un plan de sauvetage solide pour l'Europe. Les idées étaient pourtant nombreuses, comme les Corona bonds, la possibilité de transformer la dette en dette éternelle ou encore de créer un fonds de sauvetage. Ce dernier posant de multiples interrogations: comment le financer ou trouver des garanties? Avec le budget européen qui représente environ 150 milliards?

Un montant insuffisant, car les montants ayant circulé étaient 10 fois plus élevés.

En désespoir de cause, les 27 ténors ont renvoyé la balle dans le camp de la Commission européenne. Lui ordonnant de rédiger un nouveau plan financier pour l'Europe, plan qui devra également assurer la reprise économique après la crise du Covid-19.

Selon le Fonds monétaire international, l'économie de l'Union européenne diminuera de plus de 7% cette année. Mais le risque est grand que ce chiffre soit encore revu. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a en effet déclaré aux chefs de gouvernement que, dans le scénario le plus pessimiste, l'UE pourrait se contracter de 15%. Elle craint donc que l'Europe ne réagisse trop tard.

Cela nous amène aux perspectives de la Belgique. Nos propres perspectives supposent actuellement une contraction économique de 8% pour cette année. Mais ce scénario se base sur une reprise de toutes les activités à partir du 4 mai. Il semble presque certain que ce scénario était trop optimiste puisqu'il a été réalisé AVANT l'annonce officielle du Conseil de sécurité nationale du vendredi 24 avril. Nous prévoyons donc de réévaluer celui-ci en fonction des annonces qui seront faites.

Dans tous les cas, il est important de redémarrer notre économie aussi rapidement que possible et bien entendu en toute sécurité. Car plus les dégâts seront importants, plus la récupération

Cette newsletter (et les éventuels documents joints) est purement informative et ne peut en aucun cas être considérée comme une offre de produits ou de services financiers, bancaires, d'assurance ou de toute autre nature, ni comme un conseil en matière d'investissement.

Éditeur responsable: Belfius Banque SA, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCCBEBB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - N° FSMA 19649 A. Date de fin de rédaction: 24-04-2020.

sera pénible par la suite. La difficulté étant de trouver un équilibre entre la santé publique et l'économie. Ce qui rend la tâche des politiques particulièrement ardue.

Je donne maintenant la parole à Philippe Evrard avec des conseils pour vos investissements.

Ces dernières semaines, nous avons régulièrement reçu des informations concernant le redémarrage prudent des activités économiques. Les marchés ont réagi positivement à ces messages.

Suite à notre dernier podcast, plusieurs d'entre vous nous ont cependant demandé pourquoi notre message était plus nuancé et d'où venait cette prudence.

On nous a, du coup, demandé si l'optimisme des marchés n'était pas justifié.

Nous revenons donc aujourd'hui sur ces éléments.

- Les mesures de confinement arrivent progressivement à leur fin. Le pire de la récession économique devrait être derrière nous.
- Cependant, des incertitudes subsistent. Notamment sur la probabilité d'une deuxième vague de contamination et sur la durée de mise sur le marché d'un vaccin. De plus, la chancelière Angela Merkel a mis les Allemands en garde ce jeudi contre le risque d'un redémarrage précoce des activités en déclarant « nous sommes sur la glace la plus mince ».
- Au sein de l'Union européenne, on discute des budgets de relance. Une convergence plus étroite des positions nationales soutiendra certainement les marchés, mais nous ne sommes pas encore prêts pour cela aujourd'hui. Le récent appel à l'urgence de la présidente de la BCE Christine Lagarde aux 27 de l'UE contre « le risque d'agir trop peu, trop tard » démontre la gravité de la situation.
- Enfin, il reste l'incertitude qui entoure les résultats des entreprises européennes et américaines qui seront publiés dans les prochaines semaines. Leur estimation est-elle correcte ou nécessitera-t-elle une correction supplémentaire?
- Aujourd'hui, le S&P 500 se négocie à un ratio cours/bénéfice attendu de 19, soit le niveau de la mi-février, juste avant la crise. Malgré la correction d'un peu moins de 20%, cela ne rend pas la Bourse moins chère aujourd'hui, malgré les difficultés économiques.

À notre avis, le mois dernier, la reprise de la Bourse a été très rapide. Les mesures de soutien monétaire via l'achat de toutes sortes d'obligations, les nombreuses aides publiques visant les entreprises des PME jusqu'aux compagnies aériennes, le trading par algorithme, dans lequel des programmes informatiques suivent la tendance à la hausse et ceci indépendamment de la réalité économique... tous ces facteurs ont été à la base de cette reprise.

Beaucoup dépendra des résultats des entreprises dans les mois à venir. L'impact sera important pour des secteurs tels que l'énergie, le commerce de détail, les transports, les voyages, l'automobile, l'horeca... Il ne s'agira pas d'un événement ponctuel, et il faudra des mois avant que nous en connaissions l'impact réel. Quel seront les conséquences à long terme sur la croissance des bénéfices pour tous ces secteurs?

Compte tenu de ces incertitudes, **nous continuons à conseiller d'échelonner ses achats.** L'investisseur prudent se concentre sur les investissements assortis d'une certaine forme de protection du capital - par exemple 95%, 90% ou moins - et qui tirent parti de secteurs prometteurs, tels que les soins de santé.

Dans notre précédent podcast, **nous avons privilégié la Chine au sein des pays émergents.** Nous avons également reçu de nombreuses questions à ce sujet. Nous repassons rapidement en revue quelques éléments.

- La Chine sort de cette crise dans une position plus favorable que le reste du monde. Aujourd'hui, 80 à 90% de l'économie a redémarré.
- Le soutien public est à la fois fiscal et monétaire, très rapide, efficace, contrairement, par exemple, à d'autres pays plus réticents.
- La Chine souffre peu de la guerre des prix du pétrole car le secteur de l'énergie ne représente que 1,5% de l'indice MSCI China A. La Chine est également un gros importateur de pétrole. Elle est aujourd'hui en mesure de constituer des stocks stratégiques aux prix du jour.
- Enfin, la Bourse est bon marché alors que l'économie chinoise devrait s'en sortir sans trop de dommages d'ici la fin de cette année.

Il y a, bien sûr, des points d'attention pour la Chine. On pense à sa dépendance à la croissance mondiale, à ses dettes, et au fait que les chaînes de production dans chaque partie du monde seront très certainement remises en question dans les années à venir.

Comme toujours, la diversification de vos investissements reste un choix judicieux. Non seulement pour les actions, mais aussi pour les obligations.

Dans notre prochain podcast, nous passerons en revue nos autres convictions.

A très bientôt!